

Le président de la République, Michel Joseph Martelly, a rencontré, mardi, des responsables de partis politiques et des membres de la société civile pour discuter sur la mise en place du Conseil électoral permanent. Indignés de la position arrêtée du chef de l'État, des dirigeants de partis sont déçus.

« La rencontre d'hier (mardi) a été une perte de temps pour nous [les représentants des partis politiques]. Elle a été aussi un gaspillage de fonds publics, car le président savait très bien qu'il n'allait pas faire marche arrière sur sa décision initiale de mettre sur pied un Conseil électoral permanent », déplore Evans Paul, dans une interview à HPN, mercredi.

Présent à la rencontre qui s'est tenu à Port-au-Prince, le coordonnateur de la Konvansyon Inite Demokratik (KID) dit qu'il est urgent pour les dirigeants politiques du pays de s'asseoir autour d'une table afin de définir un plan de sortie de crise pour le pays.

« Ce n'est pas au président Martelly qu'il faut donner une réponse mais à la crise sociopolitique. Le président est là pour un moment mais le pays est là pour tout le temps », déclare-t-il. Il précise que « la rencontre de mardi a été une déception pour les chefs de partis ».

Joint au téléphone, le coordonnateur général de l'Organisation du peuple en lutte (OPL), Sauveur Pierre-Etienne, absent à la rencontre, qualifie de démagogie l'initiative du chef de l'État. « Il faut un peu de respect pour les responsables de partis politiques du pays, dit-il. La présidence ne respectait pas la forme dans l'invitation faite aux dirigeants des partis ».

Pour Sauveur, la rencontre de mardi entre le président Martelly et des représentants des partis aggrave davantage la crise politique. « Comment le président peut inviter des personnes à dialoguer pendant qu'il n'est pas prêt à faire compromis ? », se questionne le politologue Pierre-Etienne.

Dans une note acheminée à HPN, l'ancien candidat à la députation pour la circonscription de Carrefour de l'Inite, Dieudonne Saincy, précise que son parti, qui n'a pas été invité à prendre part à la rencontre, est favorable au renforcement des institutions.

« Nous sommes restés attachés à la Constitution de 1987 amendée. Nous sommes pour un Conseil Électoral crédible, fiable, inspirant la confiance de tous. Notre position finale consiste à demander au pouvoir de faire le retrait des deux (2) directeurs journaux nommés par Martelly au CEP, de revenir sur le choix manipulé et illégal des trois membres du conseil à travers le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ). Qu'on refasse démocratiquement le choix à partir des 9 candidats restants », insiste le parti INITE.

Sylvestre Fils Dorcilus